

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1922 - 3 novembre 1994 - 5 F

D 1922 NICARAGUA : PAUVRETÉ CROISSANTE ET INADAPTATION DU SANDINISME

L'économie nicaraguayenne est officiellement placée sous le signe de la "modernisation": la loi du marché est supposée régler les difficultés du pays (cf. DIAL D 1891). L'instabilité sociale et politique qui affecte gravement les milieux populaires (cf. DIAL D 1800) se double aujourd'hui d'un appauvrissement accéléré de ces milieux. Alors que la présidente Violeta Chamorro joue à fond la carte de l'ajustement structurel exigé par les milieux financiers internationaux, l'opposition sandiniste, aujourd'hui cassée en deux, a perdu toute crédibilité politique (cf. DIAL D 1853).

Le témoignage ci-dessous, émanant d'un infirmier présent sur le terrain depuis onze ans et faisant fonction de médecin, est un cri de colère à entendre. En deuxième document, nous joignons un commentaire critique de la crise du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Note DIAL

1. Témoignage en milieu rural (Correspondance particulière)

24 juillet 1994

Bien chers amis,

(...) Nous sommes à la saison des pluies. A San Bartolo, où le danger est l'excès d'humidité, cette année "sèche" a été exceptionnelle: il y aura deux récoltes de haricots, et une bonne récolte de maïs, de quoi donner à manger pour plusieurs mois, et aussi quelques sous. Aux prix actuels, une famille de cinq enfants peut espérer se faire 2.500 F par an (en réalité, la moitié sera mangée par cette famille, et l'argent liquide se réduira à 1.250 F)¹. Sans craindre de me tromper, je peux vous assurer que, pendant les

¹ En parlant de 2.500 F annuels, Miguel a volontairement calculé grand pour être crédible. En fait les statistiques officielles sont bien plus noires. Le Nicaragua fait partie des pays classés "SILIC" (severely indebted low income country - pays à faible revenu et sévèrement endettés). Ce sont les pays qui ont un produit intérieur brut (PIB) par tête inférieur à 610 dollars par an, une dette supérieure à 50 % du PIB, un service de la dette supérieur de 30 % aux exportations, et un paiement d'intérêts supérieurs à 20 % des exportations. Or, lisez ce qui suit. Le Nicaragua a, en 1994, un PIB de 425 dollars (donc encore inférieur à la moyenne des "SILIC"), la dette dépasse plus de 6,3 fois le PIB, et si on ne voulait payer que les intérêts sans toucher au capital il faudrait investir 1,3 fois le montant de toutes les exportations seulement pour les payer. En réalité, ce que le Nicaragua paye effectivement atteint 60 % des exportations. Cependant, et malgré la remise de 80 % de la dette par l'Allemagne et la "générosité" d'autres pays, la dette va augmenter de 530 millions de dollars en 1994. Et le président qui sera élu en 1996 trouvera une dette de 14 milliards de dollars, la 1ère du monde *per capita*. Que pensent les experts au sujet des pays, tels que le Nicaragua, qui s'endettent et qui, en plus, n'ont rien à vendre (leurs maïs, riz, haricots sont trop chers en comparaison de ce qui est produit dans les grandes étendues du Texas ou de la Pampa argentine) et rien à acheter? Ce sont des pays qui ne sont pas intéressants, ce sont des pays "en trop" (Commentaire écrit au Nicaragua).

années de la Révolution sandiniste, cette même famille gagnait environ 4.500 F, pratiquement le double. Actuellement, nous sommes soumis au régime sauvage de la fameuse "loi du marché". Les nations les plus industrialisées (le G 7) nous imposent une ouverture totale et indiscriminée. Pour casser les prix du riz nicaraguayen, on a vu importer du riz pakistanais, sans doute produit par des paysans plus affamés et plus exploités. La conséquence est qu'en quatre ans, le néolibéralisme nous a fait régresser de trente places dans la liste des pays pauvres. Actuellement, mois après mois, nous nous disputons la dernière place mondiale avec Haïti en ce qui concerne le volume du produit national brut.

Pour continuer à nous prêter leurs dollars, les experts de la Banque mondiale ont exigé la signature d'accords draconiens en avril dernier. Pour soutenir la monnaie, l'État devait réduire plus drastiquement encore ses dépenses. Ne pouvant toucher par exemple aux cinq cents dollars mensuels des députés, notre présidente, qui aime à se présenter comme une mère de famille, a "décidé" de faire payer les gosses, ou si vous voulez: le monde riche fait payer la dette extérieure aux enfants. En effet, depuis le 27 juin, les médicaments ne sont plus fournis par l'hôpital, mais devront être acheminés dans les pharmacies commerciales. A titre d'exemple, vingt cachets d'aspirine ou un flacon de pénicilline pour enfants valent l'équivalent d'une journée de salaire à la campagne, et pour un traitement, il faut sept flacons. "Qu'ils payent !" Mais avec quoi? Avec 2.500 F par an? Sans possibilité de s'en sortir, en tâchant d'augmenter le prix de vente de leurs grains (le grain étranger est là pour casser les prix), et la Sécurité sociale n'existe pas au Nicaragua. A la même époque, le 29 juin, cessait le service du verre de lait dans les écoles primaires. Et les cantines rurales (pour les enfants de 1 à 6 ans, les femmes enceintes et les mamans qui allaitent au sein) étaient définitivement fermées, et leur personnel mis au chômage après indemnisation.

Évidemment, aucune agence de presse ne s'intéresse aux morts aussi discrètes que nous constatons sur le terrain. De toute façon, près de la moitié des morts de jeunes enfants échappent aux statistiques, le cercueil et la veillée funèbre coûtant suffisamment cher pour que les parents fassent encore une dépense de bus pour aller déclarer la mort de leurs gamins à la mairie. On frôle le crime parfait. Pour ceux à qui ça dit quelque chose, c'est la vieille lutte entre les baals, le Moloch qui exige sa ration de victimes, les idoles de la mort, et le Dieu de la vie. Et notre même présidente, toujours aussi souriante, peut annoncer au monde que la liberté est désormais revenue au Nicaragua. La preuve: quiconque le désire peut y ouvrir une banque. Le comble du cynisme.

Le néolibéralisme a peut-être des points à son actif dans les sociétés où l'équipement de base existe depuis des décennies, que ce soit en routes, téléphone, hôpitaux, écoles. Mais dans un pays où TOUT est à faire, laisser ce souci à la seule loi du profit c'est proprement criminel. Car, comme c'est normal, les gens sont traités en fonction de leurs possibilités de paiement, et non en fonction de leurs besoins. Et que peut payer un paysan de San Bartolo maintenant que la loi du marché ramène à moins de 2.500 F annuels la valeur commerciale de sa récolte?

Certains parmi vous se posent sans doute, et avec raison, la question du bien fondé d'une aide "assistantielle". Nous-mêmes, au Centre de santé, ciblons nos efforts sur la prévention des maladies (plutôt que sur leur traitement): vaccins, contrôle de la grossesse, complément protéique aux gamins dénutris, éducation sanitaire des adultes, chloration domestique de l'eau potable. De fait, en ce qui concerne le choléra par exemple, il semble que la population touchée par le centre (environ 25.000 personnes) soit en train de gagner la bataille contre l'épidémie, dont l'incidence a considérablement diminué d'une saison des pluies à l'autre. Mais au point d'indigence où nous sommes tombés après quatre ans de miracle néolibéral, la survie devient un problème fatal. Ces deux derniers mois, près de la moitié des habitants de San Bartolo ont mangé pour toute nourriture les fameuses "tortillas" (crêpes de maïs) avec un peu de sel. D'autres ont dû voler des bananes vertes pour les faire bouillir. Les experts des ONG en viennent à penser que s'il reste vrai qu'il vaut mieux apprendre à pêcher que

distribuer des poissons, les futurs pêcheurs risquent de mourir avant la fin de leur apprentissage s'ils ne reçoivent pas aussi un peu de nourriture.

Excusez ce mot si long. Luttons ensemble pour un monde où la solidarité prenne le pas sur le profit. Très fraternellement. Miguel.

2. La crise du Front sandiniste de libération nationale (Barricada du 30 septembre 1994)

QUI "CONSEILLE" LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL?

par Sofia Montenegro

Pour qui observe l'évolution de la crise politique du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et les décisions erronées de Daniel Ortega, son secrétaire général, c'est le constat d'une étrange volonté d'autodestruction difficile à comprendre.

Certains "politologues" expliquent que cette capacité d'autodestruction résulte d'une ambition de pouvoir aveugle et démesurée, et attribuent à un problème de personne la cause unique de la division et de la destruction du Front sandiniste. Personnellement, encore que cette thèse soit plausible, je trouve que cette explication est trop "psychologique" et trop personnalisée. Si l'on analyse la situation plus en profondeur, l'impression qui en ressort est celle d'une trame ourdie par un groupe de conseillers (des alliés?) de Daniel Ortega qui, semble-t-il, sont ses pires ennemis.

On peut se poser un certain nombre de questions. Était-il nécessaire que le FSLN prononce l'exclusion d'effectifs importants du sandinisme au Congrès? Quel intérêt le FSLN a-t-il à briser l'unité du groupe parlementaire sandiniste? A quoi lui sert de détruire le journal Barricada? Est-ce que le FSLN, par de telles actions, y gagne en popularité et en sympathie parmi le peuple? A quoi le FSLN peut-il prétendre dans les prochaines élections quand il salit ses députés et fait montre d'un secrétaire général en état d'aveuglement?

Si la réponse est négative, il faut se poser d'autres questions. Daniel Ortega y gagne-t-il réellement en image d'homme politique, en popularité et en sympathie? Après un tel discrédit, est-il un candidat "potable" pour les élections? Peut-il réellement représenter une "garantie" de législation favorable aux intérêts populaires, alors qu'il prend la tête d'une mini-minorité à l'Assemblée nationale? S'il est clair pour nous que ni lui personnellement ni le FSLN dans son ensemble ne sont bénéficiaires de ces prises de position - ni ne permettent au sandinisme de maintenir son niveau de pouvoir dans la société, et encore moins d'accéder au gouvernement lors des prochaines élections - à qui et à quoi cela sert-il?

A en juger par les résultats, nous constatons deux évidences: d'un côté, Sergio Ramírez a été exclu du jeu politique et, de l'autre, Daniel Ortega s'est lui aussi et du même coup retrouvé hors jeu par suite de la dégradation accélérée de son image et de son prestige. Qui tire les ficelles de cette partie machiavélique?

La Direction nationale, "pluraliste" de fait, s'est divisée et est devenue inopérante en tant qu'instance exécutive. "Tout le pouvoir aux *soviets*": c'est ce qui s'est instauré de par la prépondérance de l'Assemblée sandiniste comme "organe unique" de décision, dont les membres ont été choisis sur indication catégorique par ceux qui contrôlent l'appareil organisationnel du FSLN. Des choix faits sur la base de la fidélité aux propositions et aux personnes de ceux qui constituent le "noyau politique" de la Gauche démocratique. Ces personnes, à ce qu'il semble, ont formé un "cabinet de l'ombre" avec d'autres membres de la Direction nationale - des anciens et des nouveaux arrivés - et avec des secrétaires politiques départementaux.

Même si, sans le vouloir explicitement, les décisions de ce groupe meneur de la Gauche démocratique accordent ainsi une faveur à la droite, il est évident qu'il n'est pas à son service. Ce qui, pour quiconque d'entre nous et pour le bon sens populaire, semble "illogique" et insensé dans un tel comportement, ne l'est aucunement pour ses principaux idéologues.

Selon le cadre de pensée d'un marxisme ordinaire et dogmatique ancré dans les débats passés de mode des années 60, il est pour ainsi dire naturel que ces idéologues se considèrent comme une "avant-garde" de classe et comme les gardiens de la "pureté idéologique" au sein du FSLN dont la destruction est, en conséquence, vue par eux comme une opération de sauvetage et de sauvegarde. Alors même que la réalité nicaraguayenne n'est que cris de souffrance et en appelle à autre chose, il a été décidé de lui tordre le cou et de la faire entrer dans leurs cadres de pensée.

Selon ce processus de "purification" du FSLN, on s'emploie à éliminer les courants rénovateurs du FSLN et de l'arène politique, mais aussi les courants traditionnels encore influents, tel celui d'Ortega par exemple. Ce dont les "sauveurs" de la Gauche démocratique semblent ne pas s'apercevoir, c'est qu'ils régneront sur le cadavre politique du FSLN, en raison de quoi ils auront procédé à leur propre suicide.

En disant cela je ne décharge pas Daniel Ortega de la grande responsabilité qui est la sienne comme secrétaire général dans la situation ainsi créée. Si je relève que d'autres derrière son trône sont directement responsables de l'avoir fait passer de leader de tout le FSLN à la figure de premier plan d'une secte, c'est pour que cela lui soit au moins utile.

Quoi qu'il en soit, il appartient au secrétaire général de réfléchir sur son rôle dans un tel effondrement. Le défi à relever est, pour lui, d'engager une réflexion en profondeur sur le parti - sans sectarisme ni rejets - afin d'adapter le sandinisme aux nouvelles réalités nationales et internationales et de préparer ainsi les choix politiques de demain qui permettront au Nicaragua de sortir du borbier où il se trouve.

Face à lui-même, Daniel Ortega est dans le dilemme suivant: ou bien être le dirigeant qui permet la transformation du FSLN en force politique d'avenir, ou bien être le dirigeant qui procède à son enterrement en le transformant en une secte d'"illuminés".

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441